

Acteurs de la vie politique et violences identitaires à Beni, RDC



Octobre 2021

Auteurs: Pacifique Makuta Mwambusa, Emmanuel Kandate, Léon Irengé, Pascal Kaboy, Didier Munguakankwa, Justin Matete

Research Initiatives for Social Development

« **RISD** » est une association sans but lucratif (asbl) de Droit Congolais ayant son siège social dans la ville de Bukavu. Avec plus d'une dizaine d'années d'expérience, RISD mène ses activités dans le but de soutenir la recherche scientifique et répondre aux défis du développement socioéconomique auxquels fait face la République Démocratique du Congo (RDC).



Pour plus d'informations, merci de visiter : www.risd-drc.org

RISD collabore avec des Universités et Organisations nationales et internationales dans la mise en œuvre des études et des recherches dans divers domaines, en RDC et à l'étranger, pour répondre aux défis du développement socioéconomique.

Le Forum de Paix de Beni « FPB » est une plateforme d'organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de Paix et du développement. Elles sont au nombre de 16 parmi lesquelles les organisations féminines et des jeunes, réparties en quatre thématiques spécifiques, à savoir : 1. Les alertes précoces, 2. Le peace building, 3. Le psychosocial et 4. Le genre. Si l'objectif global poursuivi par le Forum de Paix de Beni est de contribuer aux actions de consolidation de la paix et du développement durable à l'Est de la R.D.Congo en général, et à Beni en particulier, la vision commune est la cohabitation pacifique entre les individus et les groupes communautaires pour le développement durable de Beni.



Pour plus d'informations, merci de visiter le site: <https://www.peaceinsight.org/en/organisations/beni-peace-forum/?location=dr-congo&theme>

Peace Direct « PD » travaille avec les populations locales pour mettre fin à la violence et construire une paix durable. Ils estiment que les populations locales doivent diriger tous les efforts de consolidation de la paix.



Pour plus d'informations, merci de visiter le site : www.peacedirect.org

A propos des auteur.e.s

Auteur Principal : Pacifique Makuta Mwambusa, Directeur de Recherche chez Research Initiatives for Social Development (RISD) et Professeur Associé à l'Université Officielle de Bukavu

Co-auteurs :

Emmanuel Kandate, Chercheur et Directeur Général chez RISD

Léon Irengé, Chercheur chez RISD

Pascal Kaboy Mupenda, Chercheur chez RISD

Didier Munguakonkwa, Chercheur et Analyste chez RISD

Justin Matete, Coordinateur chez Forum de Paix de Beni (FPB)

Rédactrice : Aji Ceesay, Agent de Recherche chez Peace Direct

Remerciements

Cette étude a été menée à bout grâce à la collaboration sincère et engagée de plusieurs organisations et personnes que nous remercions pour avoir consenti à partager leurs connaissances et leur expérience sur les acteurs de la vie politique dans la dynamique des conflits et des violences identitaires à Beni.

Nous remercions les chercheurs-consultants qui ont bravé toutes les difficultés pour collecter les données sur le terrain ainsi que tou·te·s les participant·e·s ayant pris part aux entretiens et aux groupes de discussion.

Toute notre gratitude au Foreign Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni qui a soutenu financièrement cette étude et à Peace Direct pour les conseils inestimables que nous ont prodigués ses équipes tout au long de ce travail. Nous tenons à remercier tout particulièrement Megan Renoir et Dimitri Kotsiras pour leurs conseils et leur soutien éditorial. Nous remercions également le Forum de Paix de Beni et les organisations de la société civile qui ont appuyé les équipes de terrain à Beni.

Nous tenons à préciser que les opinions et analyses présentées dans ce document sont assumées par les auteur·e·s et ne représentent pas nécessairement les opinions de tous les partenaires du projet.

Résumé

La dynamique politique en République Démocratique du Congo, et par extension à Beni, a souvent été marquée par la manipulation politique. Les politiciens ont développé des stratégies pour conquérir, conserver le pouvoir et influencer la gestion de l'État et de ses ressources. La manipulation des identités collectives (régionales, ethniques, politiques, religieuses, sexospécifiques, etc.) est une des stratégies majeures utilisées pour contrôler les masses qui, au moyen de pratiques néo-patrimoniales, aboutit à la désintégration sociale, à la superposition des identités collectives (quête de la domination ou de la suprématie d'une identité collective sur les autres), à l'intolérance et par conséquent aux conflits et aux cycles de violences.

Ces derniers sont la résultante de plusieurs ingrédients mobilisés de manière opportuniste par les acteurs de la vie politique, notamment la déliquescence ou l'échec de l'État, la légalisation et la légitimation (l'acceptation légale et sociale) des entités territoriales ethniques, le protectionnisme ou le replis identitaire (nationalisme ethnique, non acceptation de l'identité d'autrui et considération de la sienne comme la référence et ayant droit aux ressources et aux richesses), la militarisation des groupes ethniques, l'hybridation des pouvoirs étatique et coutumier, l'ethnisation des pouvoirs étatiques et de l'armée, l'infiltration intéressée des identités collectives simultanément ou alternativement pour mobiliser davantage les masses qui servent de leviers politiques (les entrepreneurs des violences identitaires portent souvent plusieurs casquettes identitaires pour influencer les masses à leur cause : à la fois membre d'une mutualité ethnique, acteur politique, humanitaire, chef d'église, défenseur des droits humains, membre de la société civile, commerçant, etc.).

A cela viennent s'ajouter les mouvements migratoires incontrôlés, les conflits fonciers, l'exploitation illicite des ressources naturelles, l'enrichissement illicite (usage des moyens non conventionnels comme l'utilisation ou l'appui des groupes armés ethniques pour contrôler des ressources naturelles ou un poste étatique juteux), l'internationalisation des conflits et des violences identitaires facilitée par la dispersion

transfrontalière (transnationalisation) des groupes ethniques, l'acquisition collective et ethnique de la nationalité congolaise ainsi que l'exercice d'un mandat politique au nom et pour le compte des identités collectives d'appartenances (religieuse, ethnique, régionale, sexospécifique). Les agissements des acteurs de la vie politique ont globalement des incidences négatives et inefficaces dans la dynamique des conflits et violences identitaires à Beni.

Cette étude vise à explorer les rôles positifs et négatifs des acteurs politiques dans les violences identitaires dans le territoire de Beni. Le rapport fait partie d'un projet de trois ans (2019-2022) intitulé « Renforcer les réseaux pour prévenir et répondre à la violence », financé par une subvention commémorative Jo Cox du gouvernement britannique (anciennement DFID devenu FCDO). Ce projet vise à faire en sorte que la société civile locale soit mieux à même de fournir un travail stratégique, coordonné et durable de prévention des atrocités dans l'est de la RDC et au Burundi.

Le rapport définit les acteurs politiques comme des acteurs individuels ou collectifs qui interagissent et investissent, de manière opportuniste ou non, le champ politique. Ce sont aussi des acteurs collectifs qui servent souvent, dans les logiques de positionnement, de leviers ou d'instruments de manipulation politique aux acteurs individuels.

Les découvertes spécifiques du rapport sont les suivantes :

- Les différentes formes et conséquences des violences basées sur les identités dans le territoire de Beni ont entraîné le déplacement et la mort de nombreuses victimes (plus de 1200 depuis 2019)¹ parmi les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), les organisations de la société civile (OSC), les groupes tribalo-ethniques, les groupes socioprofessionnels et les groupes de personnes vulnérables (femmes, personnes vivant avec un handicap, etc).
- Les personnes interrogées qui ont participé à cette étude ont mentionné 14 acteurs connus pour contribuer aux violences identitaires dans le territoire de Beni. Les plus cités sont les groupes armés, les représentants du peuple ou les députés, les chefs religieux, les forces de sécurité et les militant·e·s et leaders des partis politiques.
- L'échec et la déliquescence de l'État entraînent des frustrations et un mécontentement de la population qui sont exploités par les entrepreneurs des violences à travers la désintégration identitaire afin d'accaparer des ressources politiques, matérielles et symboliques. En bref, on observe plusieurs actions négatives opposant un groupe à un autre à Beni. Cette réalité prend diverses formes. Certains acteurs politiques considèrent les tensions et les conflits sociaux comme des opportunités pour bien se positionner sur la scène politique. Certaines sociétés commerciales, certains groupes ethniques, médias et même artistes sont également considérés comme des acteurs qui alimentent les violences identitaires en raison de leurs positions conflictuelles et de leur exploitation des ressources dans les zones occupées par les groupes rebelles.
- Dans certains cas, les entrepreneurs des violences identitaires exploitent des personnes vulnérables en leur offrant de la nourriture, des salaires plus élevés, et en leur promettant de futurs avantages et de l'argent afin d'obtenir leur soutien. Une autre tactique utilisée par les acteurs pour encourager ce genre de violence consiste à attiser les vieilles tensions, puis à se positionner en tant que leaders pour protéger leurs « communautés ». Ces acteurs peuvent aussi utiliser leur influence sur les factions de l'armée et le système judiciaire afin d'exploiter les ressources naturelles et défendre leurs intérêts pendant les hostilités. Dans certains cas, ils font passer des messages de propagande dissimulés sous la forme de messages religieux afin d'atteindre leurs objectifs politiques.

1 Anadolu Agency, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-plus-de-1200-civils-tu%C3%A9s-dans-des-violences-%C3%A0-beni/2108911>

- Parfois, ces entrepreneurs de conflits peuvent travailler sous l'apparence de travailleurs humanitaires, d'acteurs de la société civile ou d'acteurs religieux afin d'attirer la population et de gagner sa confiance. Cette confiance et/ou cette attention sont ensuite utilisées pour exercer une influence sur la population afin de semer la discorde.
- D'un autre côté, les mouvements citoyens, les groupes de pression, les associations et organisations locales (de jeunes, de femmes, etc.) et les ONG internationales ont tous été cités par les personnes interrogées comme effectuant un travail positif dans la prévention des violences identitaires à Beni.
- Interrogées sur les acteurs les mieux placés pour travailler sur la prévention des violences identitaires, les personnes interviewées ont noté que les OSC menaient déjà ce type de travail et que travailler avec elles augmenterait les chances de succès de tels efforts. Cependant, une attention particulière doit être accordée au choix d'OSC appropriées, car les dynamiques changeantes et les acteurs utilisant les OSC pour promouvoir les violences identitaires rendent la chose complexe. Parmi les acteurs politiques, les personnes interrogées ont souligné que les autorités politico-administrative de rang inférieur (en poste à un niveau local) sont moins susceptibles d'encourager les violences par rapport à ceux de rang supérieur (en poste dans des institutions provinciales et nationales) qui profitent plus des manipulations identitaires au niveau local.

Recommandations

Vous trouverez ci-dessous les principales recommandations qui ressortent de ces recherches. Elles s'adressent à des acteurs clés spécifiques afin de mieux exécuter le travail de prévention des violences basées sur les identités.

Au gouvernement de la RDC

1. Réviser les dispositions de la Constitution et des lois qui consacrent l'ethnisation des entités territoriales, l'acquisition collective de la nationalité congolaise sur des bases d'appartenance ethnique et la politisation des identités collectives, en l'occurrence les articles 10 alinéas 2 de la Constitution actuelle et 6 de la loi n°04/024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité² congolaise en les modifiant comme suit : « Est Congolais.e d'origine toute personne née au moins d'un parent congolais.

« ou carrément que cette disposition soit élaguée avec toutes les conséquences sur les dispositions y relatives pour éviter l'ethno-nationalisme (sentiment d'identification et d'attachement au groupe ethnique qui sert de marqueur identitaire d'appartenance à une nation ethnique correspondant au territoire ethnique) et la confusion de nationalité des membres des groupes ethniques transnationaux. »
2. Restaurer l'autorité de l'État en renforçant la présence de l'État dans les zones reculées où les vides de pouvoir ont conduit à la prolifération d'acteurs armés non-étatiques et promouvoir une justice équitable au service de l'intégration, de la paix et de la cohésion sociales. Cela en construisant et en équipant les infrastructures territoriales et les cours et tribunaux en les rapprochant des administrés. Se doter d'une politique de gestion des populations (politique démographique) en effectuant au préalable au moins un deuxième recensement général et scientifique de la population, et en délivrant à tou-te-s les Congolai-se-s des cartes d'identité conformément à la loi. La nécessité de ce recensement est de fournir une base de référence de gestion de la population étant donné que le premier recensement a été rendu obsolète par les guerres à répétitions qui n'ont pas facilité les mises à jour des mouvements des populations et de la croissance démographique.
3. Désenclaver les territoires par la construction d'infrastructures routières et aéroportuaires pour non seulement lutter efficacement contre les groupes armés, mais aussi pour faciliter le contact entre les différents groupes sociaux sur le territoire national, et diluer ainsi « l'ethno-nationalisme » dans l'idéal de l'État-nation favorisant le vivre-ensemble.

2 Est congolais d'origine, toute personne appartenant aux groupes ethniques et nationalités dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (présentement la République Démocratique du Congo) à l'indépendance.

Au gouvernement provincial du Nord-Kivu

4. Soutenir les organisations locales œuvrant dans le domaine de la réconciliation et de la cohabitation interethnique en créant, tout en en prenant des mesures d'accompagnement, un cadre de concertation, de socialisation à la citoyenneté et de dialogue interethnique ;
5. Lutter contre le favoritisme ethnique dans la répartition des postes au niveau des institutions provinciales.

Aux autorités politico-administratives de Beni

6. À la Mairie et au territoire de Beni, en collaboration avec les secteurs, les chefferies et les communes, de profiter de leur notoriété dans le milieu pour sensibiliser les cadres de base (chefs de quartiers, d'avenues, de village, de dix maisons) et les autres regroupements (associations) des jeunes, des femmes, etc. sur la lutte contre la propagation des messages de haine tribalo-ethnique et la détection des informations d'intoxication à la haine tribale, et le cas échéant suspendre les médias qui diffusent ces messages.

À la MONUSCO

7. Étant donné l'insatisfaction et la méfiance des populations locales envers la MONUSCO, il serait profitable d'utiliser le chapitre VII de la Charte des Nations unies pour appuyer les FARDC à donner la priorité à la protection des civils dans leurs interventions à Beni.
8. Dans la Stratégie de retrait de la MONUSCO, capitaliser les acquis de la mission Onusienne en République Démocratique du Congo en y intégrant la formation des FARDC, l'affectation de la logistique de la MONUSCO aux structures étatiques et en créant une structure de Suivi et de Pérennisation de ces acquis en étroite collaboration avec l'ONU. Demander des enquêtes indépendantes et impartiales pour évaluer les cas de dérapage éventuel des casques bleus de la MONUSCO dans l'accomplissement de leur mission, afin de rassurer les populations locales au sujet de la non-implication de ses unités dans les violences perpétrées à Beni.
9. A la Section des Affaires Civiles de la MONUSCO de renforcer son système de communication et de collaboration avec les populations locales, les organisations de la société civile et les cadres de base au moyen des activités de rapprochement communautaire et de sensibilisation sur le rôle et les missions de la MONUSCO car les attentes des populations locales semblent être en inadéquation avec ses rôles et ses missions.

À la société civile

10. Sensibiliser à la citoyenneté politique en lieu et place de la citoyenneté identitaire et/ou ethnique, en familiarisant les groupes sociaux à l'éducation à la citoyenneté et à la socialisation aux valeurs républicaines.
11. Dépolitiser la société civile en réduisant la mainmise des politiciens sur elle par la suppression la logique des quotas au profit de la société civile dans la répartition des postes politiques ou des mandats publics.
12. Coordonner les actions de la société civile dans la prévention et la lutte contre les violences identitaires, afin d'atténuer l'infiltration des entrepreneurs de violences identitaires en son sein.

À l'organisation mondiale du commerce

13. Réguler le commerce du cacao dans l'est de la RDC en exigeant la certification et la traçabilité du cacao et d'autres matières premières provenant de Beni afin de décourager l'exploitation issue des violences.

Aux organisations non gouvernementales internationales (ONGI)

14. Tenir compte de plusieurs principes fondamentaux – « ne pas nuire », inclusivité, respect des contextes locaux et de la sensibilité aux conflits dans les zones d'intervention – lors de la mise en œuvre de projets de développement, de prévention des conflits et violences identitaires, etc
15. Pour chaque projet à exécuter, tenir compte des volets à impact durable, qui créent des compétences et de l'emploi au niveau local.

Aux donateurs internationaux

16. Valoriser, par le financement, la recherche indépendante et l'analyse minutieuse des acteurs œuvrant dans la prévention et la lutte contre les conflits et les violences identitaires à Beni, afin d'éliminer toute possibilité de financer des organisations inféodées aux entrepreneurs identitaires. L'analyse de données collectées sur le terrain au moyen des sondages, d'interviews et d'observations permettront de connaître les organisations locales, nationales et internationales qui ont un ancrage positif dans la mise en œuvre des interventions de prévention des violences en général, et plus particulièrement des violences basées sur les identités.

Ce rapport fait partie d'un projet qui vise à assurer que la société civile locale puisse fournir un travail stratégique, coordonné et durable de prévention des atrocités dans l'est de la RDC et au Burundi. Ce travail est dirigé par un consortium de recherche composé de Peace Direct, Research Initiatives for Social Development et le Forum de Paix de Beni. Ce travail est soutenu par le Foreign, Commonwealth & Development Office au UK. Le premier rapport de la série, " Éviter les "Perpétuels Recommencements" est disponible ici : <https://www.peacedirect.org/publications/escaping-perpetual-beginnings/>

Ce deuxième rapport analyse le rôle et le degré d'implication des acteurs politiques dans les dynamiques de conflit et de violence identitaire dans le territoire de Beni en RD Congo.

